
“Plate-forme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe”

Actions Prioritaires Recommandées pour 2008 et 2009

“Document de Position des ONG”

Genève, 5-7 Juin 2007

Agences de développement qui oeuvrent, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, avec les collectivités ainsi qu'avec des partenaires locaux, nous sommes extrêmement préoccupées par l'impact des catastrophes sur les populations les plus vulnérables du globe. Aussi, pour réduire l'ampleur des pertes et atténuer les souffrances, et pour accroître l'impact et l'efficacité du Cadre d'action de Hyogo, nous recommandons aux Etats de se focaliser sur les huit (8) actions prioritaires suivantes pour 2008 et 2009 :

1: Viser les plus vulnérables

Les Etats devraient privilégier les activités axées sur les groupes et collectivités à « haut risque » se trouvant dans les pays les plus pauvres qui sont sujets aux catastrophes.

Au vu du grand nombre de personnes vivant dans des conditions de vulnérabilité et étant donné les ressources disponibles, il s'avère nécessaire de déployer les ressources vers les pays, les collectivités et les groupes qui en ont le plus besoin (notamment les femmes, les enfants, les handicapés et les personnes âgées). Il est inacceptable que les collectivités pauvres à haut risque continuent à souffrir du simple manque d'informations sur la réduction des risques de catastrophe, d'une très faible prise de conscience, et d'une compréhension insuffisante de l'importance de la réduction des risques de catastrophe.

2: Renforcer les capacités locales

Les Etats devraient intensifier leurs efforts sur les actions de renforcement des capacités locales pour réduire les vulnérabilités aux aléas.

La tendance actuelle à l'augmentation des catastrophes provient surtout de la plus grande vulnérabilité des populations. Or, étant donné que ce sont les populations à risque et les organisations locales - tant gouvernementales que non gouvernementales - qui sont les premiers à répondre aux besoins des collectivités en temps de crise, il faudrait donc adopter comme principale stratégie de réduction des vulnérabilités le renforcement ou la création de capacités au niveau local. Car c'est en s'appuyant sur ces capacités que les collectivités peuvent anticiper, résister et faire face aux aléas. C'est en s'appuyant sur ces capacités qu'elles peuvent également se relever desdits aléas.

Cette stratégie est également appuyée par la Coalition d'évaluation du tsunami ; laquelle Coalition recommande une « réorientation fondamentale » de la réponse humanitaire vers une « appropriation communautaire qui crée des capacités et réduit les vulnérabilités ». De plus, il est prouvé que les activités axées sur les populations et sur les divers aspects de la vulnérabilité humaine représentent une façon simple et manifestement rentable de réduire, en un temps relativement court, le nombre de morts et de blessés.

Un bon point de départ serait donc d'aider les collectivités locales vulnérables à évaluer leurs propres capacités et leurs propres vulnérabilités, d'autant plus que l'estimation des risques s'est surtout préoccupée du développement d'un arsenal technologique de surveillance et de prévision des aléas. Mais puisque les actions de réduction de la vulnérabilité humaine par les capacités locales exigent une bonne compréhension du contexte local - pour pouvoir tirer parti des

ressources existant au sein d'une collectivité donnée -, il faut donc recourir à des évaluations participatives des stratégies de réponse et des capacités locales pour réduire les vulnérabilités aux aléas. De plus, de telles évaluations participatives sont cruciales pour la compréhension de la réduction des risques de catastrophe au sein des populations.

3: Favoriser une approche moins exclusive

Pour réaliser les actions préconisées par le Cadre d'action de Hyogo, une plus grande participation de la société civile est nécessaire à tous les niveaux ; participation élargie à des représentants des femmes et des groupes à haut risque.

L'impact des catastrophes sur les sociétés ne cesse d'augmenter même après la signature du Cadre d'action de Hyogo, en janvier 2005. Les progrès réalisés dans le domaine des politiques étatiques n'ont pas encore produit, à l'échelon infranational/local, les changements requis au niveau des politiques et de la pratique. Etant donné que l'application du Cadre d'action de Hyogo appelle à une approche « du bas vers le haut » et vice versa pour tirer parti des savoirs et des ressources traditionnelles, et pour établir un consensus - surtout au niveau des collectivités locales -, il est par conséquent crucial de reconnaître, de renforcer et d'élargir les compétences et les savoirs acquis par les populations sujettes aux catastrophes en matière de réponse aux catastrophes naturelles, ainsi que les pratiques innovantes qu'elles ont initiées et pérennisées généralement en l'absence de tout appui financier et institutionnel.

On devrait également veiller à ce que les dirigeants à la base, qui sont les premiers à avoir adopté des approches efficaces de réduction des risques, puissent participer aux dialogues sous-régionaux, régionaux et mondiaux sur les questions de politique. Quant aux femmes démunies et à faible revenu, elles jouent, malgré leur statut, de nombreux rôles formels et informels dans le relèvement des collectivités à la suite des catastrophes ainsi que dans la réduction des risques - par exemple en veillant à une distribution équitable de l'assistance aux victimes et au suivi des améliorations apportées à l'habitat. En bref, de tels rôles « publics » offrent aux femmes l'opportunité de prendre part à la prise de décisions d'intérêt public et, à long terme, de s'attaquer aux problèmes de la marginalisation sociale et économique et à ceux de l'exclusion sur le plan politique ; problèmes qui, notons-le, sont les facteurs sous-jacents de la vulnérabilité. En ce qui concerne les personnes handicapées, leur participation au processus décisionnel est également cruciale pour combattre l'exclusion sociale dont elles sont victimes.

4: S'attaquer aux causes profondes

Les Etats devraient profiter des opportunités politiques qui se présentent pour s'attaquer aux causes profondes des catastrophes.

Si le Cadre d'action de Hyogo ne traite pas de manière complète les causes profondes des aléas et des catastrophes, ces causes profondes doivent cependant être abordées si l'on tient à réduire les vulnérabilités et les risques sous-jacents. Toutefois, du fait de certains intérêts bien ancrés à tous les niveaux, il a toujours été difficile de mobiliser la volonté politique nécessaire pour

s'attaquer auxdites causes profondes, car cela exige une importante redistribution des ressources des riches aux pauvres.

Ces causes profondes sont en effet de nature politique, économique, sociale et environnementale. Elles sont liées aux valeurs, aux croyances et aux principes fondamentaux qui sous-tendent les sociétés et les cultures ; valeurs, croyances et principes qui façonnent les rapports entre les individus et les rapports entre les individus et l'environnement naturel. Par conséquent, toute solution à long terme réside dans la capacité à édifier une société plus juste, plus équitable et plus compatissante. Et au nombre des mesures pratiques qui nous permettent de nous rapprocher d'une telle société figurent le renforcement de la redevabilité fondée sur l'esprit démocratique, l'intensification de la participation et de la voix des femmes dans les processus décisionnels, et la consolidation des partenariats avec les organisations de la société civile.

5: Instaurer une plus grande redevabilité

Pour une plus grande redevabilité et une plus grande transparence dans l'application du Cadre d'action de Hyogo, il faut, au niveau du rendement escompté et des résultats attendus, une plus grande clarté et une attention plus focalisée ; cela sur la base d'échéances, d'indicateurs et de points de référence clairs.

Pour pouvoir appliquer efficacement le Cadre d'action de Hyogo, il est nécessaire de se focaliser davantage sur l'obtention d'un rendement et des résultats clairs surtout au niveau local ; cela dans l'intérêt d'un meilleur alignement et d'une plus grande cohérence entre les multiples tâches et activités prévues à différents paliers administratifs et à différents niveaux de planification. Des mécanismes de suivi doivent également être mis en place pour mesurer les progrès réalisés par rapport au rendement et aux résultats souhaités. Ces progrès, notons-le, doivent être accomplis ouvertement, en toute transparence, et à la lumière des réactions, des « feedback » émises par les collectivités concernées tout au long du processus. Par ailleurs, il faut aussi développer les compétences (aptitudes, connaissances et prise de conscience) du personnel de l'Etat, d'autres institutions et des organisations intervenant dans la réponse aux catastrophes ; cela dans l'intérêt, certes, d'une plus grande redevabilité et d'une meilleure efficacité de la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe (RRC) mais aussi pour appuyer davantage l'intégration de la RRC aux activités communautaires et pour ériger en priorité le redéploiement des financements vers de telles activités communautaires.

6: Recourir aux effets multiplicateurs

Pour maximiser l'impact dans le cadre du calendrier du Cadre d'action de Hyogo, les Etats devraient déterminer les points porteurs d'effets multiplicateurs et procéder à un séquençage optimal des tâches et des activités.

Une bonne compréhension des rapports entre les activités clés peut aider à déterminer les points porteurs d'effets multiplicateurs et à corriger le séquençage des actions ; cela pour créer des synergies, pour mobiliser la volonté politique et pour maximiser l'impact dans le cadre des échéances du Cadre d'action de Hyogo. Par exemple : les évaluations participatives peuvent

accroître la compréhension des risques de catastrophe au sein de la population (Priorité 2 du Cadre d'action de Hyogo) ; une telle compréhension accrue peut, à son tour, façonner de manière positive les initiatives de renforcement des capacités locales (Priorité 3 du Cadre d'action de Hyogo), y compris le renforcement de la préparation aux catastrophes - qui se traduit par une réponse plus efficace aux catastrophes (Priorité 5 du Cadre d'action de Hyogo). Autre exemple : en matière de réduction des vulnérabilités, l'amélioration des connaissances et l'éducation des populations « à risque » sont les points les plus porteurs d'effets multiplicateurs.

On devrait, en outre, élever le statut de la RRC pour la lier au développement durable. Pour ce faire, les différents Ministères de l'Etat doivent s'imprégner des concepts de base de la RRC pour pouvoir intégrer au maximum la RRC aux rouages et aux mécanismes du développement. Du point de vue des aléas, le profil de plus en plus en vue des questions écologiques (notamment celui des changements climatiques à l'échelle planétaire) représente une opportunité politique émergente pour des investissements accrus dans la RRC. Il y a lieu notamment d'établir des liens explicites entre stratégies d'adaptation climatique et d'atténuation de l'impact des phénomènes climatiques et stratégies de réduction des risques et des vulnérabilités.

7: Intégrer la RRC à l'assistance humanitaire

Les Etats devraient investir davantage dans des activités d'appui à une intégration plus rigoureuse de la RRC à l'assistance humanitaire.

Le profil de la RRC est en hausse au cours des 10 dernières années, même si les tendances générales en matière d'octroi de fonds (dans le domaine des catastrophes) révèlent que l'approche dominante en est toujours à la seule réponse aux catastrophes. L'intégration de la RRC à la réponse aux catastrophes sert alors de pont entre interventions humanitaires à court terme et activités de développement à plus long terme. Mais, plus important encore, une telle intégration (de la RRC à la réponse aux catastrophes) représente une excellente opportunité car elle permet d'utiliser l'impact des catastrophes pour informer, pour responsabiliser et pour motiver les populations à s'attaquer aux causes et aux facteurs sous-jacents. Par exemple, renforcer la préparation aux catastrophes - en vue d'une réponse efficace - est l'un des moyens les plus efficaces de sauver des vies et de réduire le nombre de blessés.

8: Appliquer le principe de proportionnalité

La mobilisation des ressources politiques, techniques et financières nécessaires à l'application du Cadre d'action de Hyogo doit être proportionnée aux moyens et aux aptitudes des individus, des collectivités et des Etats membres (de l'Organisation des Nations Unies).

Nous avons tous, où que nous soyons sur notre planète, la responsabilité individuelle et collective de veiller au respect du droit des populations à la protection contre les catastrophes, même si l'application de ce droit relève souverainement (ou au premier chef) de la responsabilité de l'Etat concerné. Aussi, l'œuvre de réduction des vulnérabilités doit-elle être sous-tendue par des efforts d'amélioration de la qualité de la gouvernance démocratique (ex. mesures contre la corruption).

Toutefois, étant donné que les pays pauvres ne disposent souvent que très peu de ressources pour « élargir » la RRC communautaire à l'échelon local, et que la marge de manoeuvre de ces pays est infime en matière de dépenses publiques - du fait de taxations externes auxquelles ils doivent faire face -, les nations plus riches ont alors la responsabilité proportionnellement plus grande de mobiliser les ressources politiques, techniques et financières suffisantes pour une application réussie du Cadre d'action de Hyogo.

Mai 2007



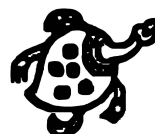
ABS-CBN Foundation



ActionAid International



African Youth Movement (AYM)



All India Disaster Mitigation Institute (AIDMI)



Alternative Planning Initiatives (ALTERPLAN)



American Jewish World Service (AJWS)



American Psychological Association



Amigos del Viento



Asian Disaster Reduction and Response Network (ADRRN)



Buklod Tao



Bangladesh Disaster Preparedness Centre (BDPC)



Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD)



Care International



Center for Disaster Preparedness Foundation



Christian Aid



Church World Service



Concern Universal



Cordaid



Corporate Network for Disaster Response (CNDR)



Development Workshop France (DWF)



Disaster and Crisis Management Initiatives Nigeria (DCMI Nigeria)



Earthquakes and Megacities Initiative (EMI)



Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights (FEEDAR & HR)



Forum Bangun Aceh (FBA)



Global Centre for Compliance Hazards and Disaster Management (GLOCECOHADIM)



Global Fire Monitoring Center (GFMC)



Groots International



Huairou Commission



Humanitarian Organization for Poverty Eradication (HOPE)



Information-Analytic Environmental Agency (ECORES)



Institute of Development Studies (IDS)



Intercommunication Center for Asia and Nippon (ICAN)



International Association of Applied Psychology (IAAP)



International Association of Schools of Social Work



International Council of Psychologists



International Federation of Social Workers (IFSW)



International Hydrological Programme Association (AIHP)



International Institute of Rural Reconstruction



International Rainwater Harvesting Alliance (IRHA)



Intervida World Alliance (INWA)



Malaysian Medical Relief Society (MERCY Malaysia)



Manila Observatory



Marinduque Council for Environmental Concerns (MACEC)



Masyarakat Penanggulangan Bencana Indonesia - MPBI (Indonesian Society for Disaster Management)



Mercy Corps



MindFreedom Support Coalition International



MIRAI Sustainable Development Consultancy



Mission East



Muslim-Christian Agency for Advocacy, Relief and Development (MuCAARD)



Nahdlatul Ulama



NGO Coordination and Resource Centre (NCRC)



Oxfam International



Pampanga Disaster Response Network (PDRN)



Panay Rural Development Center



Pattan



Philippine Network On Climate Change (PNCC)



Philippine Rural Reconstruction Movement



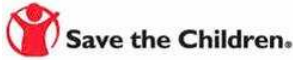
Plan International



Practical Action (former ITDG)



Sanayee Development Organization



Save the Children



SEEDS India



Social Action Center (SAC) of the Prelature of Infanta



South Indian Federation of Fishermen Societies (SIFFS)



Swat Youth Front (SYF)



Tabang Mindanaw



Tearfund



Technical Assistance Organization (TAO-Pilipinas)



Technological Assistance for Rural Advancement (TARA)



The NGO Committee on Mental Health (CONGO)



The Water Center for the Humid Tropics of Latin America and the Caribbean (CATHALAC)



Tsunami Rehabilitation Information Network (TRINet)



World Association for Psychosocial Rehabilitation (WAPR)



World Council for Psychotherapy



**World Federation for
Mental Health**



**World Vision
International (WVI)**



**Yayasan Kasih Peduli
Masyarakat Indonesia
(YKPMI)**

YAYASAN KASIH PEDULI MASYARAKAT INDONESIA
FOUNDATION OF LOVE & CARE FOR INDONESIAN
SK Men. Kehakiman & HAM RI No. C-31/HT.01.02/Th. 2005



**Yayasan Tanggul
Bencana (YTB)**



Zonta International